

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le 27 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AUREADE

AV DES CRAYERES
ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE
51520 La Veuve

Références : D3 i 2023-121
Code AIOT : 0005702761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement AUREADE implanté AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 La Veuve. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUREADE
- AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 La Veuve
- Code AIOT : 0005702761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation de déchets de La Veuve est implantée depuis 2006 et exploitée par la société AUREADE. Cette installation se compose :

- d'une unité d'incinération (UVE) à partir de déchets ménagers et de boues de stations d'épuration associée à une unité de valorisation énergétique (production d'électricité),
- d'une unité de valorisation agronomique (UVA) (plate-forme de compostage) à partir de déchets verts.

Les mâchefers produits par l'UVE sont traités et maturés sur le site en vue d'une utilisation en technique routière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques
- surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 4.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Surveillance des Rejets	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Obligation de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	9 mois
11	Résultat surveillance env	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Condition générale de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 4.4.1	/	Sans objet
2	Condition de combustion	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.21	/	Sans objet
5	Conditions de respect des VLE	AP Complémentaire du 04/11/2011, article 6	/	Sans objet
6	Surveillance des Rejets	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3	/	Sans objet
7	Surveillance des Rejets	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3	/	Sans objet
8	Surveillance des Rejets	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a relevé de nombreuses non conformités sans gravité mais qui demandent des actions correctives dans un délai court. En effet, les appareils de mesures en continu des rejets atmosphériques sont à vérifier et la surveillance environnementale doit être complétée.

L'exploitant informe fréquemment l'inspection de l'avancée des mises en conformité et suit un planning de travaux, qui devrait prendre fin au début de l'année 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Condition générale de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée d'une hauteur de 41 m par rapport au sol La vitesse d'éjection des gaz en marche continue doit être au moins égale à 12 m/s.
Constats : Les rapports d'autocontrôle du laboratoire pour l'année avril 2022 mentionnent : - des vitesses de 25,3 m/s ; -des débits de 58 180 m ³ /h Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Condition de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.21
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Conditions de combustion L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne du four ou à un autre point représentatif de la chambre de combustion. Le temps de séjour doit être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu. c) Brûleurs d'appoint La ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint alimenté au gaz propane ou au fuel domestique, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, après la dernière injection d'air de combustion. Ce(s) brûleur(s) sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850 °C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion. d) Conditions de l'alimentation en déchets L'installation d'incinération possède et utilise un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets : <ul style="list-style-type: none">- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850° C ait été atteinte,- chaque fois que la température de 850° C n'est pas maintenue,- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 4.5 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes D'épuration
Constats : L'exploitant réalise des mesures en continue des températures par des sondes dont le contrôle a été remis à l'inspection par courriel du 23 décembre 2022. Ces mesures lui permettent de calculer la T2s (température pendant 2 secondes) afin de s'assurer que la température du four dépasse les 850°C. En fonctionnement normal, la T2s moyenne est proche des 1 100°C. Le brûleur d'appoint, qui est déclenché automatiquement en cas de température inférieure à 850°C, n'est utilisé que lors des phases d'arrêt et de redémarrage. L'inspection a vérifié ces mesures continues lors de la visite de la salle de contrôle (par sondage en salle de quart, la T2S indiquait 1 250°C). Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, valeur limite d'émission concentration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le CO : - 30 mg/m ³ de gaz de combustion en moyenne journalière, - 150 mg/m ³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes - 100 mg/m ³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures. Pour la poussière: Moyenne journalière 6 mg/ m3, moyenne demi-horaire : 30mg/ m3, Pour les So2 : Moyenne journalière 30 mg/ m3, moyenne demi-horaire : 200mg/ m3, Pour le Nox: Moyenne journalière 160 mg/ m3, moyenne demi-horaire : 400g/ m3, Pour les HCl : Moyenne journalière 6 mg/ m3, moyenne demi-horaire : 60mg/ m3, Pour les dioxines : 0,06 ng/m3
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle en date du 12 avril 2022 : CO : 5,81 mg/Nm3 Nox : 184 mg/Nm3 So2 : 29,12 mg/Nm3 Hcl : 1,76 mg/Nm3 Poussière : 0,92 mg/Nm3 Dioxine : 0,059 ng. l TEQ Par courrier de l'inspection en date du 16 septembre 2022, l'exploitant a informé des dépassements des mesures continues de plusieurs paramètres avec les actions correctives mises en place. Le cumul des dépassements en date de fin décembre 2022 est de 14 heures pour un compteur qui ne doit pas dépasser les 60 heures. Dans ce même courrier, l'exploitant a également informé des dépassements récurrents en dioxine pour les mesures en semi continues. Elles s'échelonnent entre 0,1091 (mois de mars 2022) à 0,2949 (mois d'août 2022). Après chaque analyse semi-continue, l'exploitant réalise des contre-analyses par un laboratoire de contrôle agréé, qui sont à chaque fois conformes. L'exploitant met en place de nombreuses actions pour trouver la raison aux non conformités des mesures des semi continues. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander un bilan trimestriel pendant toute l'année 2023 des actions de l'exploitant pour ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, action corrective
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses demandées aux articles 9, 26, 28 (surveillance des rejets atmosphériques), 29 et 30, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées [...] accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Le courrier de l'exploitant en date du 2 novembre 2022 décrit les actions correctives mises en place au dernier trimestre 2022. Concernant les dioxines, l'exploitant étudie les différentes pistes des non conformités des mesures semi continues qui peuvent être les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- contamination du conduit de surveillance ;- appareil de mesures (cartouche, sondes) contaminé ;- dysfonctionnement de l'exploitation. Des mesures ponctuelles prélevées au même emplacement que les semi continues ont été effectuées toutes les deux semaines en novembre et décembre 2022 pour vérifier la première hypothèse. Les résultats des mesures ponctuelles de novembre (0,004 ng.ITEQ ; 0,0058 ng.ITEQ) et de décembre (0,0039 ng. ITEQ ; 0,0096 ng.ITEQ) sont conformes à la VLE (0,06 ng/m ³) . Pour la vérification de la deuxième hypothèse, suite à un nettoyage des appareils de mesure, il a été entrepris de : <ul style="list-style-type: none">- réaliser des mesures de semi continue entre 12 au 16 décembre 2022, le résultat est de 0,035 ng/m³ (VLE : 0,06 ng/m³) ;- réaliser en parallèle 5 mesures ponctuelles les mêmes jours par SOCOTEC pour comprendre le comportement des appareils de mesure. Toutes les mesures journalières ponctuelles sont très en deçà de la VLE (0,06 ng/m³) : J1 : 0,00056 ng/m³ ; J2 : 0,0015 ng/m³ ; J3 : 0,0019 ng/m³ ; J4 : 0,0018 ng/m³ ; J5 : 0,00022 ng/m³). La troisième hypothèse fait l'objet de suivi de la part de l'exploitant sur les éventuels bourrages du four ou des dysfonctionnements apparus dans l'année. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats des derniers prélèvements de décembre accompagnés de ses conclusions sur la raison de ces dépassements. Par ailleurs un planning détaillé de travaux de changement du traitement des fumées a été transmis par courriel du 02 janvier 2023. L'exploitant envisage des changements significatifs pour les rejets atmosphériques jusqu'en mai 2024. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander un bilan trimestriel pendant toute l'année 2023 des actions de l'exploitant pour ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions de respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2011, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, conditions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4 : <ul style="list-style-type: none">• Monoxyde de carbone : 10 % ;• Dioxyde de soufre : 20 % ;• Ammoniac : 40 % ;• Dioxyde d'azote : 20 % ;• Poussières totales : 30 % ;• Carbone organique total : 30 % ;• Chlorure d'hydrogène : 40 % ;• Fluorure d'hydrogène : 40 %.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les intervalles de confiance étaient mis en place sur le logiciel de suivi des mesures continues. L'exploitant dispose d'une vision sur les VLE à 10 secondes, à 30 min et à 24h. L'exploitant indique qu'il intervient sur sa conduite de l'installation dès le dépassement d'une VLE 10 secondes. L'exploitant a déclaré que les flux transmis par le biais du logiciel de télédéclaration GERP, étaient calculés à partir des concentrations mesurées sans l'incertitude. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Norme en vigueur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : L'exploitant a transmis en date du 16 janvier 2023 par mail le QAL 1 (niveau d'assurance qualité) de l'appareil "MIR-FT Multi-gas analyser". L'appareil est programmé pour les polluants demandés dans l'arrêté préfectoral, excepté les composés organiques totaux (COT). L'exploitant a indiqué, après vérification auprès de son fournisseur ENVEA, que l'analyseur "MIR-FT" est certifié QAL1 pour le méthane (CH ₄) et les composés carbonylés, type CHOH, mais pas pour le COT. Il indique que le fait de mesurer le CH ₄ et le propane (C ₃ H ₈) couplé à un QAL2 COT conforme lui assure des mesures fiables. Afin de savoir si cet analyseur est suffisant pour les rejets de l'établissement, l'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- préciser les COT contenus dans ses rejets,- d'apporter des justifications sur le fait de ne mesurer que certains paramètres dans les rejets avec analyses à l'appui,- d'indiquer si son analyseur MIR-FT est capable de mesurer en continu les COT de ses rejets.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Norme en vigueur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : Le QAL 2 (niveau d'assurance qualité) a été réalisé du 8 au 10 novembre 2022 par le laboratoire de contrôle. L'exploitant a transmis ce rapport à l'inspection par courriel du 27 janvier 2023. L'inspection a donc contrôlé : <ul style="list-style-type: none">- le QAL 2 de décembre 2019- le QAL 2 de novembre 2022. La durée de mesure est de 1 heure par composant. Les deux appareils ont été vérifiés (appareil titulaire et appareil redondant). Les droites d'étalonnage de 2019 et 2022 sont présentes et correspondent à la formalisation habituelle ($y = ax+b$) avec R2 : 0,9 pour le gaz et 0,8 pour les poussières. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Norme en vigueur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : Le dernier AST (Test Annuel de Surveillance) a été réalisé le 19 novembre 2021 par un laboratoire de contrôle. Le lien avec le QAL 2 est bien établi. 5 à 6 points ont été mesurés par l'AST. La conclusion de l'AST valide la conformité des courbes d'étalonnage du QAL 2 des deux appareils de mesures. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Norme en vigueur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats : Tous les 3 mois le prestataire ENGEA vérifie la calibration des instruments de mesure, il modifie les coefficients de calibrage au besoin. L'exploitant considère ces mesures comme l'équivalence QAL 3.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de comparer les mesures de l'autosurveillance du bureau de contrôle en date du 8 novembre 2022 - essai 3 (12h47 à 13h47) pour le Nox et les COT pour démontrer que les "mesures sont fiables, répétables et reproductibles", équivalentes à celles à mettre en œuvre dans le cadre du QAL3.</p> <p>Pour le NOx (avec abattement de 20%), sur la même période (essai 3 de 12h47 à 13h47) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le laboratoire de contrôle a mesuré 160 mg/Nm3 ; - les mesures continues de l'exploitant indiquent 134,65 mg/Nm3 (titulaire 1) et 164,66 mg/Nm3 (redondant 1) ; - l'exploitant a transmis une moyenne journalière de 135 mg/Nm3. <p>La différence est de 25,7 % entre les mesures continues et ponctuelles. L'incohérence entre les deux appareils de mesures continues doit être justifiée.</p> <p>Pour le COT (avec abattement de 30%), sur la même période (essai 3 de 12h47 à 13h47) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le laboratoire de contrôle a mesuré 0,96 mg/Nm3 ; - les mesures continues de l'exploitant indiquent 0,63 mg/Nm3 (titulaire 1) et 1,03 mg/Nm3 (redondant 1) ; - l'exploitant a transmis une moyenne journalière de 0,65 mg/Nm3. <p>La différence de 33% entre les mesures continues et ponctuelles.. L'incohérence entre les deux appareils de mesures continues doit être justifiée</p> <p>L'inspection considère que les données présentées par l'exploitant ne sont pas des « mesures fiables, répétables et reproductibles » et ne garantissent pas le respect de la prescription contrôlée.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de démontrer que ses mesures continues sont équivalente à un QAL3 (« mesures fiables, répétables et reproductibles ») et de justifier la différence entre l'appareil titulaire et redondant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Obligation de surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins la recherche des dioxines et des métaux dans les sols, les végétaux, la surveillance des retombées de poussières (et la quantification des teneurs en métaux et dioxines dans ces poussières) par la mise en œuvre de collecteurs de précipitations, et l'analyse des dioxines dans les productions laitières. Ce dispositif sera associé à une station météo complète (vitesse et direction du vent, température ...).
Constats : La modélisation considérée pour les campagnes de surveillance environnementale date de 2005. L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection la modélisation réalisée en août 2022 par le laboratoire Numtech. La rose des vents utilisée pour l'étude est celle de la station météorologiques de Mourmelon-le-Grand qui se situe à 8 km du site. L'exploitant a transmis la nouvelle modélisation par mail le 16 janvier 2023 à l'inspection pour avis. En accord avec l'exploitant, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, la vérification des données météorologiques du site de Mourmelon par la mise en place d'une station météorologique sur le site lors de la prochaine campagne de surveillance environnementale, qui aura lieu au printemps 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 11 : Résultat surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 23 décembre 2022, le rapport « Suivi des dioxines, métaux lourds et poussières dans les retombées à proximité de AUREADE - Du 6 avril au 5 mai 2022 » réalisé par ATMO GRAND EST.



Pour la campagne de mesure de mai 2022, les sites 2 et 5 de mesures des retombées atmosphériques, semblent être sous les vents d'après la rose des vents, disponibles en page 15 du rapport d'ATMO.

Or les résultats montrent des valeurs importantes pour les métaux suivants :

- Mn: 74,18 ug/m2/J pour le site 1 ;
- Cu : 31,85 ug/m2/J pour le site 1 ;
- Mn : 45,49 ug/m2/J pour le site 4 ;
- Cu : 19,91 ug/m2/J pour le site 4 ;

Le rapport conclut que « Les résultats obtenus se situent dans l'ensemble dans des gammes de valeurs de bruit de fond, excepté pour le cuivre sur le site 1 - Devant AUREADE – D280 », dont la concentration se rapproche d'une valeur d'environnement impactée par une UIOM selon l'étude de l'INERIS prise comme référence.

Il est constaté que sur l'ensemble des métaux, excepté l'antimoine et le cadmium, le site 1 est celui présentant les plus grandes concentrations en métaux de cette campagne de mesures.

Aussi, les sites 4 et 5 également sous les vents de AUREADE présentent des concentrations plus élevées que les niveaux mesurés en fond sur le site 6 « Champs » pour la majorité des métaux.

Concernant l'antimoine, les différentes teneurs observées sont plus élevées aux sites théoriquement les plus impactés par les activités de AUREADE au cours de cette campagne.

Pour rappel, le site 1 est très proche de l'autoroute A4 et peut être influencé par les émissions du trafic routier.

L'inspection considère que les conclusions de l'étude ne sont pas abouties et ne permettent pas d'évaluer l'impact environnemental du site.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, pour la campagne 2023 :

- de travailler à une meilleure l'interprétabilité des données (ex : si conditions météo défavorables : possibilité de faire deux campagnes de 15 jours) ;
- de proposer des actions correctives dans l'hypothèse d'un impact avéré de l'établissement sur son environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois